

UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE : JOB 5 ANS APRÈS. FRANCE CULTURE. Samedi 29 avril, de 15 heures à 17 heures.

La lutte des Job

Cinq ans après un premier documentaire, Aline Pailler et Philippe Rouy reviennent sur la lutte des salariés de l'entreprise de Toulouse. Une décennie de batailles commencées en 1995, date à laquelle leur usine aurait dû fermer, jusqu'à aujourd'hui où, malgré la fermeture effective en 2001, ils sont toujours unis et combattifs. À l'occasion d'une journée particulière à la bourse du travail de Toulouse, tous se retrouvent pour fêter leurs victoires et réfléchir à la suite.

M. Ba.

**L'HUMANITE
(AVRIL 2006)**

On vous met le feu...

Moment de flottement, lorsque, au débouché de la rue de Metz et du Monument aux Morts, au passage du cortège de la CNT (anarchiste) un manifestant a eu la mauvaise idée de mettre le feu aux serpentins de papier, lancés en abondance, et comme de coutume, dans ce rassemblement festif). Par bonheur, une vingtaine d'étudiants est immédiatement intervenue pour isoler le brasier et éviter ainsi que les flammes se propagent à d'autres serpentins dans la rue. À ne pas refaire.

**LA DEPECHE DU MIDI
(MARS 2006)**



**Philippe Moitry,
CGT Midi-Pyrénées**

Rapport de force. Comme dans tout conflit, il faudra que quelqu'un lâche sur un rapport de force. Or nous sommes déterminés. J'ai été responsable syndical d'un plan de reclassement et je mesure les difficultés à trouver un travail pérenne y compris pour des gens d'expérience. Si la règle pour les patrons devient le travail temporaire et jetable, on découragera toute une génération.

Justice. Le scandale des malversations reconnues par l'administrateur judiciaire avait éclaté en 2000.

Affaire Lavergne : le procès repoussé en 2007

Tout était quasiment calé. Des dates avaient été retenues à la mi-octobre. Le procès de l'affaire Lavergne, déjà projeté plusieurs fois cette année, n'aura pas lieu en 2006. Malgré le forçage du parquet, et pour cause d'emploi du temps d'un avocat, il a été repoussé à 2007. Il pourrait se tenir au premier trimestre pendant une semaine entière. Plus de six ans après que le scandale a éclaté. Le 13 novembre 2000, Me Jean-Marcel Lavergne, administrateur judiciaire, est interpellé alors qu'il s'apprête à fuir au Gabon où demeure sa belle-famille. Chargé en théorie d'aider les entreprises en difficulté, l'administrateur, qui a été placé en détention provisoire plusieurs mois, reconnaît des malversations dans divers dossiers. Des dossiers déjà douloureux pour les salariés concernés : Job, Myrys... Deux millions d'euros auraient ainsi été détournés, pour maintenir le train de vie du couple Lavergne. Comptes à l'étranger, sociétés off shore... Un système de blanchiment, reposant sur la complicité d'un banquier monégasque, est mis au jour. Deux banquiers, des chefs d'entreprises, des avocats... Une dizaine de personnes sont renvoyées devant le tribunal.

J.-N. G.

**LA DEPECHE DU MIDI
(MARS 2006)**